



HAL
open science

Les clubs politiques "informels" en URSS et l'enjeu des archives

Carole Sigman

► **To cite this version:**

Carole Sigman. Les clubs politiques "informels" en URSS et l'enjeu des archives. Trente ans après la fin de l'URSS. Sociologues et historiens face aux archives : quels enjeux scientifiques et politiques ?, EHESS. Séminaire L'autoritarisme en question. Gouverner et s'engager dans les sociétés post-soviétiques, Dec 2021, Aubervilliers, France. hal-04315019

HAL Id: hal-04315019

<https://hal.science/hal-04315019>

Submitted on 29 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Séminaire de l'EHESS

« L'autoritarisme en question. Gouverner et s'engager dans les sociétés post-soviétiques »¹

Séance : « Trente ans après la fin de l'URSS.

Sociologues et historiens face aux archives : quels enjeux scientifiques et politiques ? »

EHESS, 10/12/2021

Carole Sigman²

Les clubs politiques informels et l'enjeu des archives

(résumé)

Par quels mécanismes des documents issus de phénomènes peu institutionnalisés prennent-ils de la valeur et parviennent-ils à acquérir le statut d'archives ? C'est à partir de l'histoire des clubs politiques « informels » qui ont existé en URSS pendant la perestroïka (1986-1991) que j'aimerais explorer cette question. Ils offrent, en effet, un exemple intéressant des dynamiques qui se sont créées, à ce moment historique précis, autour de la constitution d'archives nouvelles, notamment en dehors des institutions officielles.

Si les documents des clubs ont acquis un rang d'archives, c'est avant tout parce qu'ils sont devenus une *ressource* pour des acteurs dans différents univers sociaux. Ils ont servi à leur institutionnalisation, à leur transformation, voire à leur survie. C'est fondamentalement une rencontre de logiques sociales hétérogènes qui les a promus à ce statut.

J'aimerais rappeler, en préambule, ce qu'étaient les clubs « informels ». Ces groupes sont apparus en 1986-1987 en dehors des structures officielles (Parti communiste de l'Union soviétique-PCUS, Komsomol et « organisations sociales »). Dès leur naissance, ils ont connu un essor extrêmement rapide : estimé fin 1987 à 30 000 à l'échelle de l'URSS, leur nombre a doublé en 1989 et atteint plusieurs centaines de milliers d'organisations à partir de 1990.

¹ Animateurs : Françoise Daucé (EHESS, CERCEC), Gilles Favarel-Garrigues (CNRS, CERI), Anne Le Huérou (Université Paris Nanterre, ISP), Kathy Rousselet (SciencesPo, CERI), Ioulia Shukan (Université Paris Nanterre, ISP) et Carole Sigman (CNRS, CERCEC).

² Chargée de recherche au CNRS, Centre d'études russes, caucasiennes, est-européennes et centro-asiatiques (CERCEC, CNRS/EHESS, UMR 8083).

Parmi eux, les clubs « politisés » auraient représenté 5 à 10 % de cet ensemble, soit entre 3000 et 6000 organisations en 1989.

Les clubs politiques de Moscou les plus centraux, qui ont fait l'objet de ma thèse de doctorat³, ont été animés, pour la plupart, par des oppositionnels de longue date au régime soviétique. Certains ont participé à la dissidence. Ils se sont néanmoins écartés de la stratégie d'opposition frontale qu'avait adoptée la dissidence pour soutenir les réformes de M. Gorbatchev et les « réformateurs » du Parti, tout en essayant de subvertir le système de l'intérieur.

Au cours de leur existence, ces clubs ont produit un grand nombre de bulletins, de tracts et de matériaux internes sur leur propre fonctionnement. La détention de ces documents a très vite revêtu une importance stratégique pour un certain nombre d'acteurs. La métaphore économique peut être utile pour décrire les usages variés qui en ont été faits pendant la perestroïka et dans les années 1990, ainsi que la *valeur* qui leur a été attribuée.

Les archives des clubs comme objet d'échange

C'est en devenant un objet d'échange non monétaire entre clubs que les documents des clubs ont acquis leur valeur initiale. Au cours de leur existence, les groupes informels s'échangent leurs bulletins pour se reconnaître, se compter, connaître la situation des uns et des autres dans les différentes villes de l'URSS et s'organiser.

Cet échange constitue sans nul doute un ressort important de l'institutionnalisation des clubs en tant que mouvement. Émergent, notamment, au sein du mouvement, des lieux spécifiquement consacrés à la conservation et à une certaine centralisation de leurs documents. L'un des plus importants est le Bureau d'échange d'informations de Moscou (Московское бюро иформационного обмена ou M-BIO), fondé en 1988 par des membres du Club d'initiatives sociales (KSI, l'un des principaux clubs informels en 1987-1988). D'emblée conçu comme un centre d'archives et d'information sur le mouvement, le M-BIO troque des exemplaires de *Hronograf*, journal d'information sur le mouvement informel de Moscou publié par le KSI, contre des bulletins d'autres clubs (de Moscou et d'ailleurs). Cette collection unique fera toute la richesse du M-BIO. La figure de l'« entrepreneur d'archives »,

³ Carole Sigman, *Les mutations de l'espace politique en Russie pendant la perestroïka (1986-1991). Les clubs politiques « informels » de Moscou et leurs dirigeants*, thèse de science politique, Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, février 2007. Cette thèse a donné lieu à la publication d'un ouvrage : *Clubs politiques et perestroïka en Russie. Subversion sans dissidence*, Paris, Karthala, Coll. « Recherches internationales », 2009, 476 p.

qui sert cette institutionnalisation, va également émerger. Viatcheslav Igrunov, fondateur du M-BIO, n'en est pas à ses premières archives : actif dans la dissidence dès les années 1960, il avait constitué à Odessa une bibliothèque de samizdats qui faisait référence. Au moment de la perestroïka, il mobilise son savoir-faire ancien pour créer quelque chose de nouveau.

La valeur externe des archives

Les documents des clubs acquièrent aussi de la valeur pour des acteurs situés à *l'extérieur* du mouvement. Cette valeur a pu, dans certains cas, être monétisée. Le Comité central du PCUS, en quête d'informations sur ces nouvelles formes de mobilisation que sont les clubs, demande à l'Association soviétique de sociologie (SSA), qui avait établi des contacts étroits avec certains « informels », de constituer une base de données sur les groupes informels à travers le pays. En 1988, la SSA charge le groupe de membres du Club d'initiatives sociales (KSI) autour de *Hronograf* de créer cette base et de recueillir les documents des clubs, contre paiement. C'est le premier cas de « monétisation » des archives. La somme représente alors, selon V. Igrunov, « une fortune ». D'un montant de 10 000 roubles, elle équivaut à trente-trois mois de salaire d'un chercheur qualifié à l'Académie des sciences. C'est un indice important de la valeur qui leur est accordée par le Comité central. Le KSI va fournir à son commanditaire des bulletins de clubs, mais pas la base données : les informels rechignent à « se fichier » eux-mêmes pour les besoins des autorités. C'est grâce à cet argent que le M-BIO va pouvoir se développer et devenir lieu central d'archivage des matériaux du mouvement informel.

Les documents des clubs informels constituent des biens que diverses institutions officielles accumulent pour se valoriser elles-mêmes dans trois autres espaces sociaux : l'univers académique et universitaire, le monde des archives officielles, notamment du Parti, et celui des bibliothèques.

L'univers académique et universitaire

Grâce à la large collection de documents et journaux de clubs informels qu'elle a peu à peu constituée, l'antenne léningradoise de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de l'URSS devient l'un des principaux centres d'étude des mouvements sociaux en URSS dans la seconde moitié des années 1980 et les années 1990. À Moscou, l'Institut d'histoire et d'archives (devenu Université d'État de sciences humaines de Russie, RGGU) créée en 1989

les « Archives populaires », qui ont vocation à recueillir des archives privées, notamment la presse des clubs informels et les matériaux personnels des animateurs de clubs.

Les archives officielles

Avec la disparition du PCUS et de l'URSS en 1991, les principales sources des archives locales du Parti se tarissent brutalement. L'une des solutions pour se reconvertir et subsister en tant que lieux d'archivage du contemporain est de collecter les documents des clubs informels et des nouveaux partis politiques qui en sont issus dans les années 1990. C'est le cas des Archives du Parti de la ville de Moscou, rebaptisées dans un premier temps, de façon symptomatique, « Archives centrales des mouvements sociaux de Moscou ».

L'espace des bibliothèques

Enfin, collecter les documents des groupes informels devient un élément de distinction majeur pour certaines bibliothèques, en Russie comme à l'étranger. À Moscou, la Bibliothèque publique d'histoire d'État de Russie (ГПИБ) crée le fonds de la « presse non traditionnelle », réunissant des samizdats informels depuis 1989. En France, la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC, devenue La contemporaine) a constitué très tôt un fonds de bulletins de clubs informels d'une grande richesse. Enfin, aux États-Unis, certaines bibliothèques achètent des collections privées de journaux informels. Il s'agit là d'une deuxième forme de monétisation des archives.

On voit ainsi qu'à chaque période, les archives des clubs représentent des enjeux différents. Pendant la perestroïka, la circulation des documents est un élément significatif des interactions entre les clubs, et une composante non moins importante du jeu entre les clubs et le PCUS. Dans les années 1990, la mise en archives est un moyen pour certains centres d'archives et bibliothèques de se différencier et de s'adapter aux nouvelles conditions de (sur)vie en Russie.

Aujourd'hui, ces documents n'ont plus la même valeur en tant que ressource et enjeu politique. Une partie d'entre eux a été versée dans des archives publiques (principalement au RGASPI et au RGANI), notamment ceux qui avaient été réunis par les Archives populaires. L'État joue ainsi son rôle de service public en conservant de tels documents historiques. Pour autant, leur accès n'y est pas nécessairement facile. La Bibliothèque publique d'histoire d'État de Russie a jusqu'à présent conservé sa collection sur la « presse non traditionnelle ». Mais la plus grande partie des matériaux des clubs est probablement conservée par des institutions

indépendantes de l'État. L'association Memorial, qui provient elle-même du mouvement informel, détient un fonds important, en grande partie abondé par le M-BIO, lorsque celui-ci a disparu à la fin des années 1990. Quant à la collection de la branche pétersbourgeoise de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences, elle a été transférée à l'Université européenne de Saint-Petersbourg (université privée). Ces deux institutions sont aujourd'hui fortement menacées par l'État. Ainsi, même si le mouvement informel n'existe plus depuis longtemps, continue-t-il, par ses archives et les institutions qui les hébergent, d'être un révélateur des lieux et formes de résistance au pouvoir autoritaire qui se développe en Russie ces dernières années.